DEPARTEMENT DU CHER — 3e CIRCONSCRIPTION DE SAINT-AMAND-MONTROND

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973



PARTI RADICAL-SOCIALISTE



Michel BLANCHARD

Directeur Commercial
Diplômé de la Faculté de Droit de Bordeaux
44 ans - Marié - Père de deux enfants
Médaille Militaire - Décorations Etrangères
Président de la Fédération du Cher du Parti Radical-Socialiste
Président du Comité de Soutien du Président Alain POHER lors des élections présidentielles de 1969

Roger DAVID

Ancien Moniteur d'Education Physique de l'Ecole Nationale de Joinville
Fondateur du Comité antipollution Berry-Bourbonnais
Conseiller Municipal de St-Amand
Fondateur en Chef du Secteur R.2 de Résistance en Provence
Recherché par les Allemands

Electrices, Electeurs,
Chers Compatriotes,

Notre pays connaît des heures graves — vous allez décider du destin de la France et de l'avenir de notre circonscription — le choix vous appartient. Pour l'avenir de vos enfants. Pour l'avenir de tous nos jeunes, désignez pour vous représenter au Parlement, un homme jeune et dynamique.

Les déclarations et les discours des hommes qui occupent actuellement le Pouvoir cachent mal leurs incertitudes et leurs inquiétudes. En fait, l'avenir ne leur appartient plus et c'est cependant cet avenir qu'il faut préparer ensemble.

Des années de Pouvoir autoritaire et de politique économique et sociale rétrograde nous ont amené à une situation critique. Le bon sens et la raison doivent triompher de la peur et de l'incertitude.

Les problèmes demeurent. Il faut les résoudre. Cela, dans l'intérêt de chacun d'entre nous : ouvriers, agriculteurs, intellectuels, commerçants, artisans... dans l'intérêt de la Nation. Telle est la tâche essentielle qui attend la nouvelle Assemblée Nationale.

Il faut rendre la parole au Parlement pour éviter l'affrontement de la rue et la cassure de la France en deux blocs hostiles.

Nous sommes de ceux qui pensons et qui avons toujours pense, qu'il n'y a de solution :

— ni dans la violence qui engendre la violence,

— ni dans l'autoritarisme du pouvoir solitaire,

— mais dans le dialogue et la participation selon les bases d'une démocratie moderne.

Plus que jamais je demeure, comme vous, mes Chers Compatriotes, attaché à ces principes démocratiques qui sont :

— La dignité de l'Homme.

— Le respect des Libertés.

— La Justice et le progrès social.

De toutes mes forces, j'entends que la société reconnaisse les droits des plus déshérités et qu'elle réalise leur promotion. Il FAUT ABSOLUMENT QUE LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE APPORTE AUX PLUS DÉFAVORISÉS L'ÉMANCIPATION, LE BIEN-ÊTRE ET NON L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

NOTRE PROGRAMME

N'est-il pas évident que la politique de la Majorité actuellement au pouvoir (UDR-Indépendants et Centristes) depuis quinze ans, ignorant le social, a profité surtout à quelques-uns, aux puissants groupes financiers, aux grands monopoles. Une poignée de privilégiés détient les leviers de commandes de l'économie. C'est à cette politique égoïste et sans générosité que vous avez été sacrifiés :

CLASSES MOYENNES : (Professions libérales, commerçants, artisans) indispensables à l'équilibre social de la Nation, qui savent les dangers qui les menacent et qu'une fiscalité insupportable et injustement répartie, accable. Les petites et moyennes entreprises doivent être mises sans délai en état de faire face à l'évolution économique moderne. L'abolition du privilège fiscal des grands magasins à succursales multiples est un devoir afin d'obtenir la justice fiscale pour tous.

AGRICULTEURS qui voyez avec angoisse baisser de jour en jour les prix hélas non indexés de vos produits, alors qu'augmentent de jour en jour le coût de la vie, les charges sociales, les impôts. Ce n'est pas dans dix ans, comme vous le promet le pouvoir, c'est immédiatement que doit cesser cette intolérable injustice.

Nos petites et moyennes exploitations familiales qui sont un élément fondamental de la vie de la Nation et qui ne sont pas incompatibles, bien au contraire, avec le progrès technique et la productivité, sont dangereusement menacées. La coopération peut les sauver.

SALARIÉS, cadres compris, qui n'avez pas dans le pays la place qui vous est due. Par la promotion du syndicalisme, la classe laborieuse doit concourir à l'élaboration de la politique économique et sociale de la Nation. Le droit au travail exige la sécurité de l'emploi, le relèvement des salaires, des traitements, des retraites. Il ne faut plus de salaires inférieurs à 1.200 Francs.

— La promotion de la femme exige le respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

— L'avancement de l'âge de la retraite (60 ans) doit réduire le chômage et enrayer l'exode rural.

Car le monde rural, c'est-à-dire, celui des petites cités et des villages de notre Berry est, lui aussi, et plus que jamais, un facteur d'équilibre économique et social de la Nation ; je ne cesse de le proclamer et de lutter contre les conceptions concentrationnaires de la technocratie.

Nous sommes, en effet, gouvernés par ces technocrates des bureaux parisiens qui pullulent dans les antichambres ministérielles, au cœur sec, au langage glacé, pleins de suffisance et qui méprisent les vivantes réalités du quotidien, les humbles choses de la vie, la peine des hommes et qui nous préparent un monde inhumain, où ceux que le langage courant appelle les « petits » seront impitoyablement écrasés.

Il y a des choix que l'on ne peut approuver : quand nos campagnes manquent encore de bons chemins, d'adduction d'eau, de lignes électriques ou téléphoniques, quand nos cités manquent de logement, d'école, de crèches, quand nous payons 23 % de TVA sur les médicaments, impôt sur la souffrance et la maladie, quand nos médecins dénoncent la grande misère de nos hôpitaux, quand on lésine sur la retraite des anciens combattants, quand tant de personnes âgées doivent se contenter pour vivre d'une pension dérisoire qui ressemble à une aumône (la réduction à six mois du service militaire permettrait de doubler la retraite des vieillards), quand la jeunesse n'a pas les maîtres, les classes, les stades, les piscines qu'elle réclame, on n'a pas le droit de gaspiller des milliards pour des dépenses inutiles, somptueuses ou qui ne profitent qu'à quelques-uns, sans parler des trop nombreux scandales.

Il y a encore tant de misères, tant de détresses.

Si vous m'accordez votre confiance, ma mission première sera d'être l'avocat-défenseur au Parlement et auprès des Pouvoirs Publics, de tous ceux et de toutes celles pour lesquels la vie de tous les jours est difficile de ceux qui ont besoin d'être aidés, secourus, protégés. Voici mon but.

La France que nous voulons proposera à sa jeunesse en quête d'un idéal, de prendre la tête d'une croisade pour le désarmement et la Paix, la défense de la nature. Elle demandera aux Nations de mettre fin à la terrible course aux armements. Elle donnera l'exemple : ce sera alors la vraie grandeur de la France.

Je ne cesserai de combattre, sur le plan national et international, pour le triomphe de ces justes causes, qui sont les vôtres. Sur le plan régional, je lutterai à la tâche passionnante de travailler avec ferveur à l'expansion de notre Berry, terre harmonieuse afin d'assurer l'avenir de nos enfants, y vivant au milieu de vous, partageant vos joies, vos soucis, vos peines.

Avec le Parti Radical-Socialiste, nous souhaitons l'avènement dans la légalité, d'une société meilleure, plus humaine, libérée de ses duretés, de ses injustices, de ses violences, respectueuse de la liberté.

Nous n'acceptons pas que la France puisse être coupée en deux blocs antagonistes dont l'affrontement serait mortel.

Ensemble, nous édifierons une République moderne, adaptée à notre époque et tournée vers l'avenir.

VOILA NOTRE ESPÉRANCE !

J'ai présidé, lors des élections présidentielles de 1969, le Comité de Soutien au Président Alain POHER et je demande à tous ceux et à toutes celles qui on voté avec moi pour le Président Alain POHER de bien vouloir confirmer leur vote en m'accordant leur confiance.

A tous, dans l'Union Nationale pour un changement de majorité, je vous demande dès le premier tour de faire bloc sur mon nom, afin de me permettre d'être présent au deuxième tour de scrutin pour poursuivre le combat de la justice, de la démocratie jusqu'à la victoire.

J'ai choisi comme suppléant Monsieur Roger DAVID, défenseur acharné de la nature et des éléments nécessaires à la vie menacée par toutes les pollutions, Conseiller Municipal à Saint-Amand, dont la compétence, l'autorité, le courage et la participation à différentes activités sociales sont appréciés de tous.

VIVE LA FRANCE,
VIVE LA RÉPUBLIQUE,
VIVE LE BERRY.

PAS D'ABSTENTION - VOTEZ MASSIVEMENT DÈS LE PREMIER TOUR POUR

Michel BLANCHARD

Candidat du Parti Radical-Socialiste

ATTENTION : Toute rature sur le bulletin de vote entraine sa nullité.

VU LE CANDIDAT

Imprimerie GRAUX - 18200 St-Amand